



2^{èmes} Universités d'Été
Dimanche 30 Août 2009, BARBASTE (AGEN)

Discours de clôture de Hervé MORIN
Ministre de la Défense
Président du *NOUVEAU CENTRE*

(Seul le prononcé fait foi)

Mes chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous dire mon plaisir d'être à Agen, à tes côtés mon cher Jean. Mon plaisir d'être à Agen, l'une des quatre villes gagnées par la majorité.

Je voudrais remercier tous les invités qui ont participé à nos débats et vous tous qui êtes venus si nombreux.

Et je voudrais aussi, bien sûr, remercier tout particulièrement les organisateurs de ces deux très belles journées.

– Bien sûr notre équipe du siège : Jessica, Fanny, Bertrand, Karin, Jean-François, Constance. Je sais l'importance du travail que vous fournissez. Et je veux souhaiter la bienvenue à Frédéric Monlouis Félicité, notre nouveau directeur général. Et puis la formidable équipe des Jeunes Centristes. Je pense à Thomas, Laure, Anne, Olivier, Mathieu, Jeremy, Romain, Maxence, Julien, Nicolas, Frédéric et Mohammed, le Président des Jeunes Centristes aquitains.

J'en oublie certainement, mais sachez à quel point le Nouveau Centre est fier de vous ! Le Nouveau Centre est le seul parti dont l'université d'été est encore organisée par les jeunes.

– Vous êtes porteurs d'énergie et d'idées nouvelles ;

– Vous êtes l'expression de la diversité française ;

– Vous êtes plein de promesses pour notre formation et vous y avez toute votre place. Ce ne sont pas de vaines paroles ; c'est un engagement ferme que j'ai pris envers vous pour les prochaines élections législatives.

Et Damien peut en témoigner.

Souviens-toi Damien, lors de notre congrès fondateur de Nîmes: je t'avais prédit que si les petits cochons ne te mangeaient pas, tu aurais la destinée des présidents des jeunes centristes, comme Jean-Christophe avant toi. Tu as été à la hauteur de cet espoir. Et nous sommes très fiers que tu sois aujourd'hui le benjamin des députés européens français.

Mes Chers amis,

D'où venons-nous et où allons-nous ?

Que de chemin parcouru depuis deux ans !

Souvenez-vous du désarroi dans lequel nous avait plongés le soi-disant non choix de François Bayrou entre les deux tours de l'élection présidentielle mais qui, selon nous, le conduirait inexorablement au choix affiché et annoncé à Marseille la semaine dernière.

– Il y a moins de deux ans, nous étions 21. Nous sommes aujourd'hui 11 000 militants.

– Il y a moins de deux ans, nous étions 21 et nous sommes aujourd'hui près de 2 000 élus locaux.

Les *JEUNES CENTRISTES*, le mouvement des Jeunes du *NOUVEAU CENTRE*.
84, rue de Grenelle – 75008 PARIS. www.jeunes-centristes.org



- Il y a moins de deux ans, nous étions 21 et nous avons aujourd'hui un mouvement de jeunes de plus de 1 500 adhérents
- Il y a moins de deux ans, nous avons sauvé un groupe parlementaire autonome à l'Assemblée nationale. Nous avons aujourd'hui 11 sénateurs et mon objectif pour les sénatoriales de 2011 c'est, je vous le promets, de constituer un groupe parlementaire autonome au Sénat.
- Et nous avons trois députés européens dont le plus jeune des députés français. Il y a moins de deux ans, nous étions à la rue.
- A la rue politiquement.
- A la rue *organisationnellement*.
- A la rue financièrement.

Aujourd'hui, nous avons un siège. Nous sommes capables de réunir près de 1 000 personnes à nos deuxièmes universités d'été. Et nous sommes capables de monter des campagnes électorales comme nous l'avons prouvé lors des Européennes : plus de 100 réunions partout en France et des jeunes centristes au moins aussi présents sur le terrain que les jeunes pop' ! Et bien, ce bilan est tout simplement formidable et on vous le doit.

Ce chemin que nous avons parcouru et que nous allons continuer à parcourir jusqu'en 2012, reposait sur une double conviction.

– La première conviction c'est que notre famille de pensée humaniste, libérale et européenne, profondément réformatrice devait participer à l'immense chantier du redressement du pays. Nous avons tellement critiqué à l'UDF l'immobilisme de Jacques Chirac entre 2002 et 2007. Nous avons tellement souhaité le changement et la réforme que notre place était de nous engager auprès du Président de la République dans une nouvelle majorité de changement.

Car depuis 25 ans, notre pays déclinait tranquillement mais sûrement. Et ce n'était pas seulement un déclin économique. C'était pire encore : c'est un déclin moral, non pas de la morale comme pourrait l'entendre Philippe de Villiers mais d'un profond sentiment de pessimisme sur l'avenir. Un pays qui a perdu confiance dans sa capacité d'affronter la compétition de la globalisation.

Avec cette contradiction extraordinaire : des Français optimistes sur leur destin personnel et totalement pessimistes sur leur destin collectif. Un pays qui depuis 25 ans avait progressivement instauré une loi non écrite : celle d'une société du bonheur privé mais du malheur public, avec un ressort profond : demain sera pire qu'aujourd'hui et hier était mieux qu'aujourd'hui.

J'évoque à peine la situation économique du pays.

- Mais c'est celle d'un taux d'activité des jeunes nettement inférieur à la moyenne européenne.
- Idem pour le taux d'emploi des seniors.
- Des comptes publics jamais à l'équilibre depuis 1980.
- Un taux de chômage sensiblement au-dessus de celui de nos principaux partenaires.
- Des dépenses de R&D dans les secteurs stratégiques en retrait par rapport à nos principaux concurrents.
- Une perte de compétitivité entraînant un déficit commercial colossal qui me conduit à une triste comparaison : 178 milliards d'excédents pour l'Allemagne et 56 milliards de déficit pour la France... et on vous expliquera que c'est à cause de la monnaie.
- Et le résultat de tout cela c'est un taux de croissance d'environ 1 point inférieur à la moyenne européenne depuis 1995.

Mes Chers amis,



Au Gouvernement ou au Parlement, nous avons participé à l'immense chantier de réforme qui s'est engagé.

Et revendiquons-le autant que l'UMP. Parce que nous l'avons voulu.

- Réforme des régimes spéciaux de retraite
- Service minimum dans les transports mais aussi à l'école
- Réforme des 35 heures
- Modernisation de l'Etat
- Grenelle de l'environnement
- Nouveau contrat de travail
- Revalorisation du minimum vieillesse
- Autonomie des universités
- Révision constitutionnelle
- Revenu de solidarité active
- Accompagnement individualisé au collège
- Réforme des ports autonomes
- Réforme hospitalière
- Modernisation de la fonction publique
- Et permettez-moi pour finir, d'évoquer un sujet qui m'est cher : la modernisation en profondeur de notre outil de défense.

Mes Chers amis,

Le monde entier regarde la France avec un autre œil. La presse anglo-saxonne, régulièrement, vante l'esprit de changement qui souffle dans notre pays.

Je le vois dans tous mes déplacements ministériels. Le monde entier a pris conscience que la France était de retour. Et quoi mieux que la présidence française de l'Union européenne pour en attester ?

Et rien que pour tout cela, et même si nous n'avons pas été d'accord sur tout, Cher Jean Dionis, Cher Charles-Amédée, et bien je suis heureux que nous ayons eu cette démarche ensemble en 2007.

Mais la construction du Nouveau Centre reposait aussi sur une autre conviction : celle que l'UDF ne pouvait pas et ne devait pas mourir.

Cette famille politique a toujours existé depuis le 19^e siècle, sous un nom ou sous un autre, faisant la conciliation de Tocqueville et de l'humanisme chrétien.

- Entre les deux tours de l'élection présidentielle, j'avais expliqué que le centre portait les valeurs qui l'inscrivent dans la grande famille libérale, sociale et européenne et que tout autre positionnement était voué à l'échec. En clair, notre positionnement politique, c'est celui de l'UDF dans les majorités auxquelles elle a participé.
- Entre les deux tours de l'élection présidentielle, j'avais expliqué que nous n'avons ainsi rien à faire avec le parti socialiste et ses alliés.
- J'avais aussi défendu l'idée que la V^{ème} République imposait au soir du 1^{er} tour de faire un choix. Que le « ni gauche – ni droite » mènerait à l'isolement, et de l'isolement à la marginalisation.

Et la marginalisation du Modem le conduirait aujourd'hui, compte tenu de sa posture politique de premier opposant à Nicolas Sarkozy et à la majorité à proposer une alliance avec l'ensemble des partis de gauche pour ne pas sombrer.

Et ne vous trompez pas, les élections régionales approchent. Et les électeurs centristes qui votent



encore Modem auront été heureux d'apprendre qu'ils ont plus de choses en commun avec Robert Hue, Jean-Luc Mélenchon et José Bové qu'ils n'ont de choses qui les opposent.

- J'ai fait la campagne de 2007 et j'ai défendu au nom de François Bayrou une réforme profonde des 35 heures. Je ne savais pas que le parti socialiste et le parti communiste voulaient détaxer les heures supplémentaires pour libérer le travail.
- J'ai fait la campagne de 2007 et au nom de François Bayrou j'ai défendu la transformation de l'ISF en une tranche marginale supplémentaire d'impôt sur le revenu pour ne pas décourager l'investissement. Je ne savais pas que c'était un des éléments du programme de la gauche.
- J'ai fait la campagne de 2007 et au nom de François Bayrou j'ai défendu la réforme de l'Etat et la réduction du poids de la fonction publique. Je ne savais pas que c'était au programme de la gauche.
- Et je ne savais pas qu'aujourd'hui, François Bayrou était d'accord pour la renationalisation d'une partie de nos entreprises comme le propose le PS et le PC encore plus largement.
- Et je ne savais pas non plus qu'il était prêt à s'associer avec des partis qui se sont opposés au traité de Lisbonne.

En vérité, ils n'ont qu'un seul point commun, qui leur sert de vade mecum de pensée politique et de plate-forme programmatique : tous contre la majorité, et plus particulièrement contre Nicolas Sarkozy.

Et bien cela, c'est un sacré programme pour la France !

Et vous aurez observé que l'opposition est dans un tel état qu'au lieu de réfléchir au projet qu'ils souhaitent proposer au pays, deux seuls sujets sont abordés pour cacher ce vide :

- Avec qui fait-on des alliances sans savoir pourquoi faire ?
- Comment désigne-t-on le candidat du parti socialiste avant même de savoir ce que le parti socialiste doit être ?

Et le voyage à Marseille – j'allais dire comme André Gide le voyage à Moscou – de Marielle de Sarnez nous montre combien le discours selon lequel il serait possible de construire un centre indépendant de toute alliance n'avait pas de sens.

- Deux ans plus tard, les faits nous donnent raison.
- Deux ans plus tard, nous pouvons revendiquer que le Nouveau Centre c'est l'UDF d'aujourd'hui sans que quiconque ne puisse nous le contester.

L'UDF d'aujourd'hui c'est vous. L'UDF d'aujourd'hui c'est nous. Et j'entends proposer à notre comité exécutif d'examiner la possibilité de nous réapproprier ce nom qui avait fait de nous la première force politique territoriale de France et qui nous avait conduit à la quasi égalité avec le RPR.

Nous aurons une échéance importante: les régionales dans six mois, puis les sénatoriales en 2011. Mais surtout, il nous faudra être prêts pour les deux échéances capitales de 2012 qui régissent la vie politique de notre pays : je veux parler des élections présidentielle et législatives.

Et je veux que notre parti soit celui qui emprunte les voies modernes du débat démocratique.

Et nous lançons aujourd'hui une stratégie Internet innovante et offensive. Une stratégie Internet pour faire vivre le projet politique du Nouveau Centre en vous impliquant directement dans son élaboration. Nous allons faire du Nouveau Centre LE parti de la génération Internet, grâce à la mise en place d'un réseau social militant et d'une plateforme de débat participatif. Rejoignez-nous, exprimez-vous et faites vivre le débat. Nous avons besoin de vos contributions !

Le premier débat que nous lançons est consacré au logement. Comment permettre à chacun d'accéder à un logement décent ? Comment répondre à la pénurie de logement pour les étudiants ?



Comment rétablir une réelle égalité d'accès au logement ?
Posez vos questions. Lancez des débats et postez vos propositions !

Mes Chers amis,

A partir du mois de septembre, j'irai à la rencontre de nos compatriotes pour les écouter. Les politiques parlent trop. Ils n'écoutent pas assez. Et je souhaite que nous bâtissons un projet politique qui s'appuie sur la richesse de ces rencontres et de ces expériences.

Je veux aller à la rencontre des Français pour les entendre exprimer avec leurs mots ce qu'ils vivent, les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne mais aussi, bien sûr, leurs attentes et leurs espérances.

C'est ainsi que nous serons en mesure de leur apporter des vraies réponses.

C'est ainsi que nous allons bâtir notre programme sur les grands sujets que sont le logement, l'égalité des chances et la diversité, l'économie de l'innovation, l'espace rural et l'aménagement du territoire.

Je veux aussi, par ce grand tour de France, aller à la découverte des expériences innovantes qui peuvent inspirer de nouvelles politiques.

Je souhaite que nous bâtissons un projet politique au service d'une société moderne et innovante.

- Un projet politique au service d'une société libre et apaisée qui ne consacre pas son énergie à désigner des coupables en opposant les uns aux autres : les jeunes aux vieux, les actifs aux inactifs, les salariés du privé aux fonctionnaires du secteur public, le peuple aux corps intermédiaires.
- Un projet politique au service d'une société de libertés ; parce que la liberté induit l'idée de responsabilité.
- Un projet politique qui réinvente un humanisme moderne.

Cet humanisme moderne, je veux vous dire comment je le conçois.

On évoque toujours la question des bonus des traders comme le scandale d'une rémunération disproportionnée par rapport au service rendu à l'économie. Mais pour moi, cela traduit pire encore. Cela traduit une société qui a perdu ses repères et qui ne sait pas reconnaître les fonctions sociales les plus importantes pour la collectivité. Ce sont ces fonctions sociales qui elles, devraient se voir verser des bonus.

- Une société qui ne sait pas reconnaître à sa juste valeur la fonction essentielle de l'éducation et de la transmission du savoir. Je pense aux enseignants ;
- Une société qui ne sait pas reconnaître à sa juste valeur le dévouement et l'attention aux autres. Je pense aux infirmières et au personnel soignant des hôpitaux.
- Une société qui ne sait pas reconnaître à sa juste valeur la fonction essentielle de ceux qui sont chargés de faire respecter la loi. Je pense aux magistrats.

Mes Chers amis,

Etre un humaniste moderne, c'est être un ardent défenseur des libertés. Vous vous rappelez ma position sur le fichier Edvige.



Et nous avons aussi été les premiers à mettre dans le débat politique la question de la protection des droits de l'homme sur Internet, avec notre déclaration des droits fondamentaux numériques.

Internet est un formidable espace de libertés. Mais c'est en même temps une incroyable menace pour nos libertés anciennes.

Pas seulement une menace pour le droit de propriété,

Pas seulement une menace pour la vie privée,

Pas seulement votre commercialisation,

Pas seulement votre *portraïtisation* et votre fichage systématique,

mais aussi la *traçabilité* de votre histoire, de vos allées et venues, de vos tocs et de vos passions.

Internet n'oublie rien et votre casier numérique vous suit toute votre vie. Nous devons exiger un véritable droit à l'oubli.

Mes Chers amis,

L'humanisme moderne, c'est aussi le respect de la dignité humaine, y compris pour ceux qui sont privés de leur liberté.

Les parlementaires auront à débattre dans les prochaines semaines de la loi pénitentiaire. C'est un sujet que je connais très bien.

J'ai été membre de la commission d'enquête qui en 1999 a produit un rapport qui a été voté – c'est exceptionnel – à l'unanimité. J'ai visité à cette période une dizaine de prisons, en y consacrant beaucoup de temps. J'ai dialogué à la fois avec les détenus, les intervenant sociaux et les gardiens de prison.

Dix ans plus tard, rien ou presque n'a changé. Et pourtant gauche et droite se sont succédé. Et les reproches faits aujourd'hui au Gouvernement sont d'autant plus infondés que depuis deux ans jamais le budget de l'administration pénitentiaire n'a été traité aussi favorablement.

En prison, il ne saurait y avoir de double peine.

Le taux de suicide y est deux à trois fois plus élevé que dans les autres pays européens, pour une raison simple : c'est qu'à l'emprisonnement, sanction normale pour les crimes et délits commis, s'est ajoutée une autre sanction : le non respect des droits fondamentaux liés la dignité de la personne humaine.

Ceci est d'autant plus inopérant que cela nous empêche de préparer convenablement la sortie de prison, la réinsertion des détenus. On joue donc contre notre propre sécurité.

Humanisme moderne, libertés, dignité mais aussi responsabilité. Car la liberté est la mère de toutes les responsabilités.

Notre projet politique doit être un projet de responsabilité, en particulier à l'égard des générations futures.

2010 sera l'année du débat sur la réforme des retraites.

Comment s'émouvoir à juste titre de l'immoralité du montant des bonus et, en même temps, rester impassible face à la dérive de nos comptes publics et de l'impasse financière de notre système de retraites.

N'y a-t-il pas là une forme de bonus que s'est octroyée la génération actuelle à la charge des générations futures ?



Mon sentiment c'est que nous devons nous orienter vers un système de retraite universel et individualisé.

Je crois qu'il nous faut un système transparent permettant aux Français d'être en mesure chaque jour de connaître leurs droits à la retraite, en allant tout simplement sur Internet.

– Un système transparent reposant sur une sorte de contrat entre chaque citoyen et la nation quant au nombre d'années de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein.

– Un système souple et flexible pour tenir compte des parcours professionnels de chacun, de la pénibilité du travail et du choix des modes de vie et des moments de travail qui seront de moins en moins linéaires et de plus en plus orientés par des choix personnels.

Regardons ce qui se fait ailleurs en Europe. Je pense à nos amis suédois qui ont mis en place un système unifié qui permet notamment, à travers leur fameuse « enveloppe orange » de connaître chaque année, avec précision, les droits acquis et la rente ou la pension qui sera versée le jour de sa retraite.

Mais j'ai bien conscience qu'aujourd'hui ce débat sur la retraite choisie doit nous conduire à réfléchir à la question si importante de l'emploi des seniors.

Mes Chers amis,

Un parti de responsabilité, enfin, c'est enfin un parti qui soutient le rayonnement et la place de la France en Europe et dans le monde.

A ce sujet, je voudrais vous dire un mot de mes réflexions sur le débat de ces dernières semaines concernant l'Afghanistan.

J'ai entendu des déclarations d'un certain nombre de dirigeants politiques, notamment au PS, souhaitant que nous quittions l'Afghanistan.

Et je voudrais vous donner mon sentiment.

– Oui la situation est difficile en Afghanistan.

– Oui les progrès sont insuffisants comparés à l'immense effort qu'effectue la communauté internationale pour reconstruire un pays ruiné par 30 ans de guerre :

– Efforts et sacrifices humains et je pense à nos soldats qui sont morts dans l'exercice de leurs missions.

– Efforts financiers et engagement humanitaire considérables.

Mais est-ce parce que la situation est difficile que nous devons partir ?

Est-ce que la vocation de notre pays est de n'être présent que lorsque les choses sont faciles ? Je ne le crois pas.

C'est justement parce que c'est difficile que nous avons le devoir d'y être pour être à la hauteur de notre statut de grande nation. Nous voulons peser sur les affaires du monde. Et notre présence en Afghanistan ne s'explique pas uniquement parce que 25 pays sur 27 de l'Union européenne y sont. Ni parce que nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité ou parce que nous sommes une des quatre puissances militaires globale de la planète.

Je voudrais vous faire toucher du doigt ce que représenterait le départ de la communauté internationale d'Afghanistan. Ce serait l'effondrement de tous les efforts que nous avons fait depuis 10 ans. Et plus encore, un retrait sans condition serait très probablement le retour du chaos, le retour de la terreur imposée par les Talibans.



Ce pays redeviendrait un des foyers du terrorisme mondial et menacerait alors notre sécurité. Il se joue aussi dans cette région une partie de la stabilité du monde. Le retour au chaos de l'Afghanistan présenterait un risque de contagion au Pakistan qui est déjà en proie à des difficultés et qui est, je vous le rappelle, une puissance dotée de l'arme nucléaire.

Alors quand je vois la presse qualifier de décevante la participation électorale de 40%, je me demande immédiatement ce qu'il faut penser du taux de participation de nos compatriotes aux différents scrutins, par exemple aux européennes ? Et puis-je vous rappeler que les Afghans qui sont allés voter avaient le doigt marqué à l'encre indélébile ?

Le futur gouvernement afghan portera une lourde responsabilité et ne devra décevoir ni les Afghans qui ont eu le courage de voter en dépit de menaces sur leur propre vie, ni la communauté internationale.

Mes Chers amis,

J'ai tracé devant vous la feuille de route qui doit nous conduire en 2012. Nous devons accepter le temps de notre construction et ne pas céder à la pression du temps médiatique.

L'essentiel pour nous est d'être en capacité de décider de façon autonome et souveraine notre stratégie au moment des élections présidentielle et législative, sans dépendre de quiconque. C'est cela l'objectif que je me fixe et que nous devons nous fixer.

Et permettez moi seulement, en conclusion, d'évoquer le prochain objectif : les élections régionales.

Vous le savez, nous avons désigné nos chefs de file à la suite du travail réalisé par la commission présidée par François Sauvadet dans 16 régions sur 22.

J'ai écrit à chaque chef de file pour lui demander de recenser les candidatures pour ces élections régionales et de nous faire des propositions sur l'architecture de nos listes reposant sur deux critères :

- le premier, c'est l'investissement sur le terrain et l'implication dans le développement de notre formation politique ;
- le deuxième critère, c'est l'investissement sur l'avenir, c'est-à-dire dans des candidats capables ensuite de porter nos couleurs aux élections législatives et éventuellement à des élections municipales.

Je compte bien que le Nouveau Centre incarne le renouveau et la diversité de la société française comme nous l'avons fait pour les élections européennes. J'entends bien que le Nouveau Centre soit en mesure de présenter 40 candidats de moins de 40 ans aux élections législatives comme Valéry Giscard d'Estaing avait su le faire avec l'UDF en 1978.

Et nous nous déterminerons sur notre stratégie politique avant la fin de l'année avec cette double ambition :

- D'une part, poursuivre la construction de notre famille politique en augmentant le nombre de nos responsables politiques locaux.
- D'autre part, faire en sorte que ces élections permettent à la majorité de reconquérir une partie des régions détenues par les socialistes.

Je vous remercie.